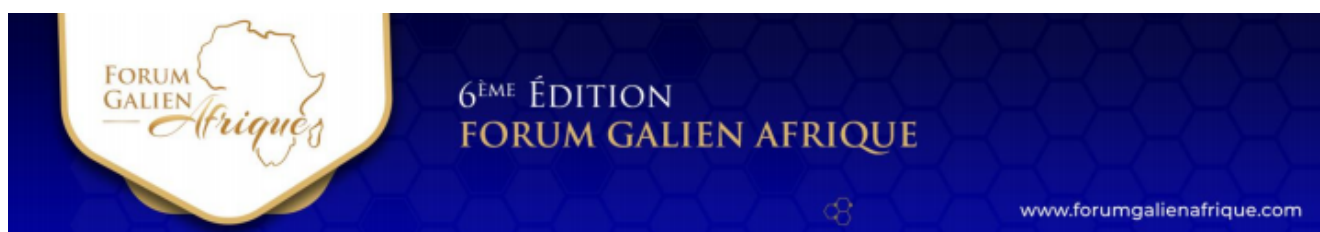


6ème édition du Forum Galien Afrique : l'Afrique en première ligne contre les Maladies Non-Transmissibles

L'Afrique se prépare à accueillir la 6ème édition du Forum Galien Afrique, un événement scientifique majeur, du 3 au 7 octobre 2023, au Centre de Conférences du King Fahd Palace à Dakar, sous le parrainage de Son Excellence, Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal.



Le coup d'envoi de ce forum scientifique exceptionnel aura lieu le 6 octobre 2023 à 08h30 précises, dans la somptueuse Salle BC12 du King Fahd Palace, avec une mise en place dès 08h00. Le Forum scientifique sera précédé par un Forum des Jeunes et un Forum des Femmes. Depuis 2018, le Forum Galien Afrique est devenu le rendez-vous incontournable pour les échanges de haut niveau et le partage d'expériences sur des questions de santé publique cruciales. Pendant près d'une semaine, Dakar deviendra la capitale africaine de la santé, de la recherche et de l'innovation.

Le thème central de l'édition 2023 du Forum Galien Afrique est « Maladies Non-Transmissibles : L'Afrique en lutte ! ». Parmi les sous-thèmes abordés, on retrouve notamment :

- Les maladies cardiovasculaires
- Les accidents vasculaires cérébraux
- Les cancers

- Le diabète
- Les affections respiratoires chroniques
- La santé mentale

L'objectif principal de ces discussions est d'établir un bilan et de formuler des recommandations visant à améliorer la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT). Cela inclut des domaines tels que la prévention, le dépistage, l'accès aux services de soins et aux médicaments, ainsi que l'innovation en santé. En effet, les MNT, telles que les maladies cardiovasculaires, les cancers, le diabète et les affections respiratoires chroniques, sont la principale cause de mortalité dans le monde, responsable de 74 % des décès. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, elles continuent de poser un problème majeur de santé publique.

Plus de 3000 participants sont attendus du monde entier, allant des lauréats du Prix Nobel aux leaders politiques, en passant par les experts, les chercheurs, les étudiants, les leaders communautaires, les médecins, les socio-anthropologues, les biologistes, les innovateurs, les investisseurs, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé, et bien d'autres encore. Ils pourront suivre en mode hybride (présentiel et virtuel) les interventions d'experts internationaux sur les différentes thématiques.

Le Prix Galien Afrique, décerné lors de cet événement prestigieux, vise à récompenser l'excellence et l'innovation. Il mettra à l'honneur les chercheurs, les institutions et les industries pharmaceutiques du secteur public ou privé ayant développé des initiatives, des services, des produits pharmaceutiques, biotechnologiques, de phytothérapie, de diagnostic, des dispositifs médicaux et des solutions digitales récemment introduits sur le marché africain. Cette 6ème édition sera également l'occasion de décerner pour la troisième fois le Prix Galien Afrique, une reconnaissance

majeure dans le domaine de la santé.

Le Forum Galien Afrique 2023 promet d'être un événement inoubliable, réunissant les esprits les plus brillants et les innovateurs les plus passionnés pour aborder un défi majeur de notre époque : la lutte contre les maladies non transmissibles en Afrique et dans le monde. Restez connectés pour en savoir plus sur cet événement crucial pour la santé et l'innovation en Afrique.

Megan Valère SOSSOU

2e édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé au Maroc: Modèle de coopération internationale et intersectorielle pour la santé en Afrique

Le lancement officiel de la 2^e édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé a eu lieu ce 28 septembre 2023 au palais des congrès Mansour Eddahbi de Marrakech.



Un événement honoré par la présence du Chef du Gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, du Ministre de la Santé et de la Protection Sociale, le Pr Khalid Ait Taleb, ainsi que du Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Durable et des Eaux et Forêts, le Pr Mohammed Sadiki.



Aziz Akhannouch

Dans un discours d'ouverture plein de conviction, Aziz Akhannouch, Chef du Gouvernement marocain, a exprimé son profond respect pour l'engagement des pays africains en matière de réduction des risques pour la santé. Il a souligné la nécessité de la stratégie de prévention et de réduction des risques pour faire face aux défis de l'insécurité alimentaire, de la qualité des ressources en eau et de la crise climatique. Il n'a pas manqué d'appeler à la synergie d'efforts et à la mise en valeur des expertises africaines pour relever ce défi.

Une préoccupation partagée également par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) lors de sa 72^e Assemblée Générale, mettant en avant la nécessité d'une collaboration intersectorielle pour la protection du secteur de la santé et la promotion des pratiques écologiques.



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus

C'est pourquoi, le Directeur Général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exprimé son soutien à cette initiative du Maroc. Par le biais d'une vidéo projetée aux parties prenantes à la conférence, il a déclaré : « J'encourage vivement l'initiative du Maroc visant à fournir une plateforme multisectorielle africaine pour la santé publique et la prévention des risques. »

Cette conférence internationale rassemble de nombreuses personnalités éminentes d'Afrique et d'autres régions du monde, notamment des ministres, des ambassadeurs, des experts, des personnalités scientifiques et politiques, ainsi que des représentants d'organisations internationales non gouvernementales. Elle offre une plate-forme exceptionnelle pour l'échange d'informations, d'expériences et de perspectives en matière de réduction des risques pour la santé, tout en abordant les enjeux liés à l'eau, à

l'environnement et à leur impact sur la sécurité alimentaire et la santé en Afrique.

Pour rappel, cette conférence vise à créer un cadre africain solide, basé sur les expériences des nations africaines et les idées d'experts en santé publique. Elle se concentre sur la mise en place de mesures préventives efficaces pour atténuer les effets des crises humaines, sociales, politiques et économiques, avec pour objectif ultime le développement d'une politique de santé commune pour faire face aux risques et aux crises émergents.

Megan Valère SOSSOU

Réduction des risques en santé : Le Maroc et l'Israël signent un mémorandum d'entente

L'un des moments forts de la première journée de la 2^e édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé a été la signature du protocole d'entente entre le Maroc et l'Israël. Dans un geste historique et emblématique de coopération internationale en matière de réduction des risques en santé, le Maroc et Israël ont signé un protocole d'entente lors de la deuxième édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé. Cette collaboration transfrontalière a été rendue possible grâce aux structures African Global Health et au Sheba Medical Center, qui ont représenté respectivement les deux pays lors de la signature.



Ce partenariat entre le Maroc et Israël démontre la volonté ferme du Maroc de rechercher des partenariats internationaux et de créer des liens solides avec tous les acteurs engagés dans la promotion de la santé. Cet accord marque un moment historique où la santé et la réduction des risques sont placées au centre des priorités nationales et internationales.

L'engagement conjoint du Maroc et d'Israël à travailler main dans la main dans le domaine de la santé témoigne de la capacité de la coopération internationale à transcender les différences géopolitiques pour atteindre des objectifs communs. Cette initiative prometteuse ouvre la voie à de nouvelles opportunités de collaboration dans le domaine de la santé et de la gestion des catastrophes naturelles, renforçant ainsi la résilience des nations face aux défis à venir.



Cet accord souligne également l'importance de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé en tant que plateforme de partage d'expertise et de promotion de la coopération internationale pour le bien-être de tous. Les développements futurs de cette collaboration promettent d'apporter des avantages significatifs aux citoyens du Maroc, d'Israël et au-delà, contribuant ainsi à l'amélioration de la santé et à la réduction des risques en Afrique et dans le monde entier.

Megan Valère SOSSOU

Promouvoir la connaissance et la sensibilisation aux risques naturels : L'Expertise de la Pr Hasnaa Chennaoui Aoudjehane

Au cours de la table ronde consacrée aux catastrophes naturelles à la première journée de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé, la Professeure Hasnaa Chennaoui Aoudjehane, éminente spécialiste en Géochimie Planétologie de l'Université Hassan II de Casablanca et Présidente de All Together Taskforce for Advancing Research Innovation and Knowledge (ATTARIK Foundation), a apporté une contribution importante en soulignant l'urgence de valoriser les résultats de la recherche scientifique pour mieux prévenir et gérer les catastrophes naturelles.



Prof Chennaoui Aoudjehane

El
le
a
mi
s
en
év
id
en
ce
qu
e,
bi
en
qu
e

de
no
mb
re
us
es
re
ch
er
ch
es
de
qu
al
it
é
ex
is
te
nt
,
il
su
bs
is
te
un
dé
fi
cr
uc
ia
l
à
re
le
ve

r
:
l'
in
té
gr
at
io
n
de
ce
s
tr
av
au
x
da
ns
le
s
pr
oc
es
su
s
dé
ci
si
on
ne
ls
et
un
be
so
in
pr

es
sa
nt
de
se
ns
ib
il
is
at
io
n
de
s
po
pu
la
ti
on
s
au
x
ri
sq
ue
s
na
tu
re
ls
.

Dans le cadre spécifique des séismes, la Professeure Chennaoui Aoudjehane a annoncé une initiative prometteuse : « Nous avons prévu de développer des supports didactiques qui seraient accessibles à tous les collégiens et écoliers afin de démystifier les appréhensions liées aux risques naturels. »

Cette démarche vise à rendre les connaissances scientifiques plus accessibles et compréhensibles pour un public plus large.

Elle a également plaidé en faveur d'une collaboration étroite entre les chercheurs et la société civile scientifique pour faire avancer la cause de la prévention des catastrophes naturelles. Parmi ses recommandations clés figurent le développement et la promotion de la géologie, formations académiques universitaires dédiées à la gestion des risques naturels et technologiques, ouverture des chercheurs universitaires sur le public : sensibilisation des élèves et du grand public aux risques naturels et la promotion des risques scientifiques et développement d'un esprit critique.

La contribution de la Professeure Hasnaa Chennaoui Aoudjehane met en lumière l'importance cruciale de combler le fossé entre la recherche scientifique et la prise de décision, tout en soulignant l'urgence de sensibiliser davantage le public aux risques naturels. Ces recommandations s'appuient sur une approche multidisciplinaire et collective pour faire face aux défis posés par les catastrophes naturelles, et elles méritent une attention particulière dans le contexte de la préparation aux catastrophes.

Megan Valère SOSSOU

Sauver des vies en période de catastrophes : l'expertise du Dr. Diego Joaquín Verrastro,

médecin urgentiste

Au cœur de la table ronde consacrée aux « Catastrophes naturelles : Réduction des risques et gestion des urgences », en marge de la 2^e Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé, le Dr. Diego Joaquin Verrastro, éminent chirurgien généraliste spécialisé dans la médecine d'urgence de l'Argentine, a partagé son expérience avec un parterre d'acteurs nationaux et internationaux.



Dr. Diego Joaquin Verrastro

Parlant de la gestion des catastrophes, le Dr. Verrastro a dans son intervention déclaré : *« La planification et la préparation sont essentielles. Les plans irréalistes sont voués à l'échec, c'est pourquoi nous devons nous exercer avant que la catastrophe ne survienne. »* Si la médecine d'urgence vise à sauver un maximum de vies lors de situations de catastrophe, ces opérations ne sont pas sans l'implication de tous les acteurs de la chaîne. Pour Dr Diego Joaquin Verrastro, il est impératif d'impliquer toutes les parties prenantes dans la gestion des catastrophes avant leur

survenue, en veillant à ce que les processus décisionnels soient clairs.

Il a également mis en avant l'importance de la préparation des secouristes, en dépit de l'impossibilité de prédire les catastrophes naturelles. Les médecins ne sont souvent pas familiers avec les conditions de travail en plein air, dans des environnements incendiaires ou inondés, qui sont des conditions extrêmes. Selon lui, les formations des agents doivent prendre en compte ces réalités sur le terrain, et il est nécessaire d'élargir la formation à toutes les parties prenantes.

Le Dr. Verrastro a insisté sur la nécessité de prendre des décisions rapidement lors de situations d'urgence, sans tarder. Il a souligné la différence entre l'urgent et le moins urgent, rappelant qu'il ne faut jamais improviser lors de catastrophes naturelles.

Retenons que Dr. Diego Joaquin Verrastro a plaidé pour une préparation rigoureuse afin de réduire les risques dans un laps de temps très court. Il a rappelé l'importance de la planification, de la préparation et de la coordination de tous les acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes naturelles. Ses paroles ont résonné comme un rappel de l'urgence de mieux nous préparer pour faire face aux défis inévitables que présentent les catastrophes naturelles.

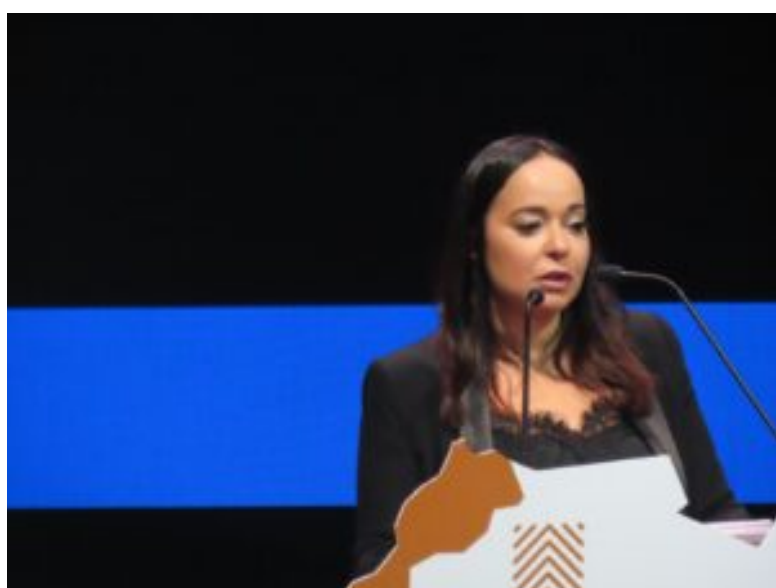
Megan Valère SOSSOU

Renforcer la préparation aux

Catastrophes Naturelles : la vision de Dr Imane Kendili

Au début de la première table ronde sur les « Catastrophes Naturelles : Réduction des Risques et Gestion des Urgences », la Docteure Imane Kendili, Présidente de l'Association Africaine de Santé Globale (African Global Health), a livré une intervention remarquable sur la gestion des catastrophes naturelles.

Elle a souligné l'importance



and Dr Imane Kendili

ce d'investir davantage dans

le
se
ct
eu
r
de
la
sa
nt
é
po
ur
pe
rm
et
tr
e
à
l'
Af
ri
qu
e
d'
at
te
in
dr
e
un
ni
ve
au
de
pr
ép
ar

at
io
n
op
ti
ma
l.
Ce
tt
e
in
it
ia
ti
ve
né
ce
ss
it
e
un
e
ac
ti
on
go
uv
er
ne
me
nt
al
e
au
ni
ve
au

de
ch
aq
ue
na
ti
on
af
ri
ca
in
e,
ma
is
ég
al
em
en
t
un
e
co
nt
ri
bu
ti
on
in
te
rn
at
io
na
le
pr
ov
en

an
t
d'
au
tr
es
co
nt
in
en
ts
. Elle
le
me
t
en
av
an
t
l'
im
po
rt
an
ce
de
la
co
ll
ab
or
at
io
n
po
ur

le
pa
rt
ag
e
de
te
ch
no
lo
gi
es
et
de
co
nn
ai
ss
an
ce
s
pr
éa
la
bl
em
en
t
ac
qu
is
es
da
ns
d'
au
tr

es
ré
gi
on
s
du
mo
nd
e,
da
ns
le
bu
t
de
fa
vo
ri
se
r
un
dé
ve
lo
pp
em
en
t
co
nt
in
en
ta
l
pl
us
ét

en
du
da
ns
le
do
ma
in
e
de
la
sa
nt
é.

Le Dr. Kendili insiste sur le rôle fondamental de la Conférence africaine sur la réduction des risques sanitaires, en raison de la participation active et du soutien apporté par des responsables administratifs et des experts venant d'autres pays. Cette collaboration internationale constitue un élément clé dans la promotion de la préparation aux catastrophes sanitaires en Afrique.

« Faire confiance aux experts et à l'expertise, que ce soit en Afrique ou à travers le monde ». Pour elle, la résilience, la responsabilité et la solidarité sont des valeurs intrinsèques au continent africain, ancrées dans les racines. Elle a rappelé que l'union et la collaboration sont essentielles pour relever les défis posés par les catastrophes naturelles, transcendant les frontières et les différences.

Docteure Kendili a précisé que l'engagement collectif de tous les participants à cette table ronde témoigne de cette solidarité, et elle a exprimé sa confiance que cette collaboration fructueuse mènera à des recommandations importantes en matière de souveraineté sanitaire.

Les paroles inspirantes de la Docteure Kendili reflètent la

détermination des acteurs engagés dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles à travailler ensemble pour un avenir plus sûr et résilient. Ces recommandations, issues de cette table ronde, sont destinées à renforcer notre capacité à faire face aux défis posés par les catastrophes naturelles, en préservant les valeurs fondamentales de confiance, de résilience et de solidarité.

Megan Valère SOSSOU

1ère Table ronde sur les catastrophes naturelles : l'émouvant discours d'ouverture du Pr Saaid Amzazi

Entre Solidarité nationale et reconstruction, le Maroc se relève après le séisme du 08 septembre dernier.

En marge de la 2e édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé, une table ronde spéciale a rassemblé d'éminents experts autour du thème « Catastrophes naturelles : Réduction des risques et gestion des urgences ». Le panel a été présidé par le Pr Saaid Amzazi du Maroc, qui est revenu sur le séisme dévastateur ayant secoué la région du Haut Atlas, au sud de Marrakech, le 8 septembre dernier.



Pr Saaid Amzazi

En effet, le Professeur a rappelé l'ampleur de la catastrophe, mettant en évidence

le
fa
it
qu
e
le
sé
is
me
,
d'
un
e
ma
gn
it
ud
e
de
7
su
r
l'
éc
he
ll
e
de
Ri
ch
te
r,
a
en
tr
aî
né

la
pe
rt
e
tr
ag
iq
ue
de
pr
ès
de
30
00
vi
es
hu
ma
in
es
et
bl
es
sé
pl
us
de
56
00
pe
rs
on
ne
s.
Ce
tt
e

ca
ta
st
ro
ph
e
a
ra
va
gé
de
no
mb
re
us
es
ré
gi
on
s
mo
nt
ag
ne
us
es
du
Ha
ut
At
la
s,
to
uc
ha
nt
de

pl
ei
n
fo
ue
t
de
s
po
pu
la
ti
on
s
dé
jà
vu
ln
ér
ab
le
s
et
is
ol
ée
s,
en
ge
nd
ra
nt
ai
ns
i
un
e

cr
is
e
hu
ma
ni
ta
ir
e
dé
ch
ir
an
te
qu
i
a
pa
rt
ic
ul
iè
re
me
nt
to
uc
hé
le
s
en
fa
nt
s
et
le
s

éc
ol
es
de
la
ré
gi
on
a-
t-
il
af
fi
rm
é.
Au
co
ur
s
de
so
n
di
sc
ou
rs
,
il
n'
a
pa
s
ma
nq
ué
d'
ex

po
se
r
un
e
sé
ri
e
de
dé
ci
si
on
s
au
da
ci
eu
se
s
pr
is
es
po
ur
ré
po
nd
re
à
ce
tt
e
tr
ag
éd
ie

Face à un public composé de représentants nationaux et internationaux, Saaid Amzazi a souligné la nécessité de la solidarité nationale et de la reconstruction, tout en mettant en avant l'importance de préserver l'identité culturelle profondément enracinée dans les régions touchées.

Des mesures prises par le gouvernement marocain

Le Professeur en sa qualité du président de la séance a mis en lumière les mesures immédiates prises par le gouvernement marocain sous la direction éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Il est à noter que les Forces Armées Royales, les autorités locales et les équipes de la protection civile ont été mobilisées avec célérité pour coordonner les opérations de sauvetage et d'évacuation des zones sinistrées. Un approvisionnement en eau, en vivres, en tentes et en couvertures a été mis en place, même dans les zones les plus reculées, grâce à la mobilisation d'hélicoptères de l'armée.

Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a pris en charge rapidement les blessés, garantissant une réponse médicale efficace, tandis que le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours et a organisé la prière de l'absent (Salat Al Ghaib) dans toutes les mosquées du Royaume en mémoire des victimes.

Le Ministère de l'Éducation Nationale a assuré la continuité pédagogique des élèves touchés par la catastrophe en mettant en place des classes temporaires dans les zones sinistrées, prenant également en charge les enfants orphelins qui bénéficieront du statut de pupilles de la nation.

Reconstruction et reprise économique

Le discours du professeur a ensuite abordé les plans ambitieux de relogement et de reconstruction, qui représentent un défi de taille dans cette région montagneuse accidentée. Il a

souligné l'importance de respecter les caractéristiques architecturales uniques de ces régions tout en adoptant des normes parasismiques rigoureuses pour les nouvelles constructions. La participation active des populations locales et l'utilisation de matériaux locaux ont été mises en avant comme des éléments cruciaux de ce processus de reconstruction.

Sur le plan financier, a-t-il chiffré, le gouvernement a alloué un budget considérable de 120 milliards de dirhams sur cinq ans pour la réhabilitation, le développement et la résorption des déficits sociaux dans les zones touchées.

Concernant la reprise économique, Saaid Amzazi a souligné la nécessité de transformer cette épreuve en une opportunité en valorisant les régions sinistrées, notamment par le biais du tourisme durable et en préservant le patrimoine culturel unique de ces régions.

En raison de l'expertise avérée des divers intervenants à la table ronde, le Président de cette table ronde inaugurale est resté convaincu que des recommandations pertinentes émergent des échanges entre les éminents scientifiques et spécialistes présents.

Il s'agit de Sanaa Sayegh (Maroc), Wessam Mankola (Éthiopie), le Colonel Zineddine Ammamou (Maroc), Ali Ardalán (Égypte), Edward Wollants (Salvador), Solomone Rataemane (Afrique du Sud), Patrick Mateta (Zimbabwe), Daouda Diouf (Sénégal), Hassan Ibouh (Maroc), Chiara Dimla (Philippines), Ahmed Benlakhdim (Maroc), Ertugrul Taciroglu (USA), Diego Verrastro (Argentine), Avraham Rivkind (Israël), Recep Akdag (Turquie), et avec la précieuse contribution de la Docteur Sara Touirsi en sa qualité de Secrétaire de session, ainsi que du Docteur David Khayat (France) modérateur, et de la Docteur Daniela Munene du Kenya.

Megan Valère SOSSOU

Débordement des eaux de l'océan Atlantique à Togbin : un fait à craindre ou à banaliser ?

De nombreux restaurants ont été envahis par les eaux de l'océan Atlantique le mercredi 20 septembre 2023 à Cotonou. Cette montée soudaine des eaux a causé d'importants dégâts matériels, notamment au bar « Le Club des Rois » situé à Togbin. Heureusement, il n'y a eu aucune perte en vies humaines, mais des meubles ont été emportés par les flots, comme l'a rapporté l'un des responsables du bar.



Ce dernier raconte que la hauteur de l'eau avait atteint ses genoux, renversant chaises et tables sur son passage. De plus, d'importantes quantités de sable ont été charriées par les vagues, obstruant les pailloles du restaurant « Le Club des Rois ».



Doit-on craindre ou banaliser ce phénomène aux côtes béninois ? Selon l'océanographe Zacharie SOHOU, il s'agit d'un phénomène ponctuel qui ne devrait pas perdurer sur plusieurs jours. Cependant, il souligne que la côte Ouest Africaine traverse une période critique, caractérisée par un équilibre dynamique entre l'érosion lors de cette période critique et l'accrétion pendant les périodes plus calmes.

Aucune prévision n'avait anticipé une montée des eaux à ce niveau critique, car elle se situait encore dans la catégorie « orange ». Cependant, un coup de vent rapide peut déclencher ce genre de phénomène. Cette zone côtière est en constante évolution, mais les spécialistes renforcent la surveillance pour un système d'alerte plus efficace.

Megan Valère SOSSOU

Pharmacie en Afrique: pilier de la santé publique malgré les difficultés

Le jour du 25 septembre est consacré à la célébration des pharmacies dans le monde. En Afrique, les pharmacies sont des acteurs incontournables du système de santé. En constante évolution, elles jouent un rôle de mire dans la prestation des soins de santé aux populations.



Les pharmacies en Afrique sont bien plus que de simples points de vente de médicaments. Elles servent de véritables centres de conseil et de support médical pour les patients. Les pharmaciens, en plus de délivrer des médicaments, fournissent des informations essentielles sur leur utilisation appropriée, ce qui contribue à l'amélioration de la santé publique.

L'accès aux pharmacies est relativement bon dans les zones urbaines, mais les défis persistent dans les zones rurales, où

l'accessibilité aux soins de santé reste un problème majeur. Dans ces régions éloignées, les pharmacies sont souvent l'un des rares points d'accès à des médicaments essentiels.

Malgré leur importance, les pharmacies en Afrique font face à des défis significatifs. L'un des problèmes majeurs est la contrefaçon de médicaments. Des médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité peuvent être dangereux pour la santé des patients. Les autorités travaillent à renforcer la réglementation et le contrôle de la qualité des médicaments pour lutter contre ce fléau.

Malgré ces défis, les pharmacies en Afrique représentent un atout précieux pour le système de santé. Les opportunités pour améliorer davantage les soins de santé sont nombreuses. Par exemple, l'intégration de la technologie peut aider les pharmacies à gérer plus efficacement les stocks de médicaments, à suivre les données sur la santé et à améliorer la communication avec les patients.

Megan Valère SOSSOU

Pratiques agricoles saines : Des visiteurs s'en imprègnent à la Ferme Ecole Cité Bio à Bohicon

C'est à travers le programme « Mon Week-end à la ferme, » initié par la société Cité Bio, que des visiteurs venus de Cotonou ont découvert les pratiques agricoles respectueuses de la santé et de l'Environnement, ce samedi 23 septembre 2023.



Ce programme a effectivement démarré sur la ferme école Cité Bio, située à Koklofinta, dans l'arrondissement de Sodohomé à Bohicon. Les participants venus vivre leur premier week-end à la ferme ont été chaleureusement accueillis par le Directeur Général, Gaétan ALLIDE à leur arrivée. Ils ont aussitôt saisi l'opportunité de plonger dans une expérience agricole immersive, guidée par le gestionnaire de la ferme, Déo Gracias Assognon.

Du champ de basilic en première ligne, conçu pour repousser les nuisibles, aux plantations de moringa, en passant par la bananeraie, les cultures de stevia, de piments, de tomates, de bisaps, de la grande morelle, de lauriers et de papayers, les visiteurs ont pu explorer une variété fascinante de cultures entretenues avec soin.

Pour Déo gracias Assognon, Gestionnaire de la Ferme, c'est une expérience émouvante. Il partage son enthousiasme : « J'ai eu le privilège de présenter les différentes cultures que nous

développons sur la ferme avec nos visiteurs. Ils ont pu découvrir notre bananeraie, nos plantations de stevia, et ont même goûté à sa saveur puissante. »



Dans la dynamique d'une agriculture respectueuse de l'environnement, nul ne peut ignorer l'élevage. C'est pourquoi la section volaille de la ferme a également été mise en lumière, avec ses sujets de moins de trois mois déjà impressionnants à 2,5 kilos.

Christian GOUDOU, Président de l'ONG Les Centenaires fait partie des heureux visiteurs. Il raconte « Cette visite nous a permis de nous redécouvrir. Elle a permis de découvrir les potentialités de la nature et de montrer que c'est possible. »

Comme lui, Lisette Zitti, épouse Assogba, a été aussi impressionnée par tout ce qu'elle a pu découvrir. Elle témoigne : « J'ai même eu l'occasion de toucher certaines feuilles, comme celles du laurier. J'invite la population de

Bohicon et de tout le Bénin à venir visiter la ferme école de Cité Bio. »

A noter que ce premier week-end à la ferme s'est achevé par une session de renforcement des connaissances sur les cultures hors sol. Les participants curieux, partageant la passion d'une agriculture saine, ont eu l'opportunité de percer les secrets des cultures hors sol, grâce à des outils et techniques pratiques.

Igor Hessouvo, Directeur Adjoint de la Société Cité Bio et formateur, explique : « A travers cette formation, nous avons décrit toutes les étapes, depuis la pépinière, le semis des graines, leur entretien, jusqu'au repiquage des jeunes plants, tout cela pour aboutir aux produits tant attendus. »

Globalement, le parcours et les échanges ont été enrichissants dans une ambiance conviviale. Le Directeur Général et son équipe concoctent déjà un programme encore plus captivant pour le prochain « Week-end à la Ferme » dont tous ont désormais hâte d'y participer.

Megan Valère SOSSOU

**Santé au Bénin : Vers la
création d'un pôle
d'excellence en ORL et
l'amélioration de la**

cardiologie

Dans une démarche visant à offrir des soins médicaux de qualité à ses citoyens, le gouvernement du Bénin a récemment dévoilé un plan ambitieux pour renforcer le secteur de la santé. Cette initiative majeure comprend la création d'un pôle d'excellence en Oto-rhino-laryngologie (ORL) ainsi que des mesures destinées à améliorer la formation et la recherche en cardiologie conventionnelle dans le pays. Cette annonce intervient suite au Conseil des ministres du mercredi 13 septembre 2023, marquant un tournant crucial dans le domaine de la santé au Bénin.

Un Centre de Référence en ORL pour Réduire les Évacuations Sanitaires à l'Étranger

Pendant de nombreuses années, les Béninois ont été contraints de recourir à des évacuations sanitaires coûteuses à l'étranger en cas de pathologies en ORL en raison du manque de structures adaptées dans le pays. Conscient de cette situation et des charges financières qui en découlent, le gouvernement a pris l'engagement ferme de construire et d'équiper un centre de référence en ORL. Cette initiative vise à améliorer l'accès des citoyens aux soins spécialisés et à réduire considérablement les évacuations médicales à l'étranger.

La réussite de ce projet nécessite également la mise en place d'une équipe médicale compétente et hautement qualifiée. L'objectif est de garantir que les patients bénéficient des meilleurs soins possibles, en utilisant les technologies médicales les plus avancées. Ce nouveau centre sera intégré au Centre hospitalier international de Calavi, renforçant ainsi davantage l'offre de soins de qualité dans le pays.

Une Nouvelle Ère pour la Cardiologie Conventionnelle au Bénin

Le secteur de la cardiologie conventionnelle au Bénin fait face à un défi majeur : le manque d'enseignants titulaires

compétents. Cette lacune entrave la formation et l'encadrement des étudiants en spécialisation à l'unité de formation et de recherche. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a pris la décision stratégique de conclure des accords de partenariat interuniversitaires avec l'Université Catholique de Louvain en Belgique et le Centre hospitalier universitaire de Namur. Ces accords visent à renforcer la formation des futurs cardiologues et à garantir leur compétence.

L'Université Catholique de Louvain et le Centre hospitalier universitaire de Namur sont reconnus mondialement en tant qu'experts dans les domaines de l'ORL et de la cardiologie conventionnelle, ce qui explique leur sélection pour ces accords. Cette collaboration internationale s'annonce prometteuse pour l'avenir de la médecine cardiologique au Bénin.

Toutes les attentions sont désormais tournées vers cette initiative novatrice qui devrait révolutionner les domaines de l'ORL et de la cardiologie conventionnelle au Bénin. Le pays se prépare ainsi à offrir des soins de qualité, réduisant ainsi la nécessité d'évacuations médicales coûteuses à l'étranger et ouvrant la voie à une amélioration significative de la santé de sa population.

Germain ALOZE

**Assainissement en Afrique :
Speak Up Africa aguerrir les**

journalistes du REMAPSEN

Le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) a organisé un webinaire d'information qui s'est tenu le mercredi 6 septembre 2023. Il avait pour thème « Les Défis de l'Assainissement en Afrique » et avait pour objectif de sensibiliser les journalistes aux enjeux cruciaux liés à l'assainissement en Afrique. Le webinaire a rassemblé plus d'une soixantaine de journalistes et a connu la présence de Madame Fian Roxane, chargée du programme assainissement au sein de l'ONG Speak Up Africa.



Fian Roxane

D'
en
tr
ée
de
je
u,
Ma
da
me
Fi
an
Ro
xa
ne
a
dé
fi
ni
l'
as
sa
in
is

se
me
nt
co
mm
e
l'
en
se
mb
le
de
s
ac
ti
on
s
en
tr
ep
ri
se
s
pa
r
le
s
pa
rt
ic
ul
ie
rs
,
le
s
co

ll
ec
ti
vi
té
s
et
le
s
po
uv
oi
rs
pu
bl
ic
s
po
ur
él
im
in
er
le
s
so
ur
ce
s
d'
in
sa
lu
br
it
é
da

ns
le
s
ag
gl
om
ér
at
io
ns
,
to
ut
en
re
sp
ec
ta
nt
le
s
no
rm
es
d'
hy
gi
èn
e.

Elle a également abordé divers concepts liés à l'assainissement, tels que l'assainissement autonome par opposition à l'assainissement collectif, les fosses septiques, les latrines, les boues de vidange et la chaîne de valeur des boues de vidange.

La spécialiste a ensuite mis en lumière les défis

considérables auxquels l'Afrique est confrontée. Selon elle, près de 70% de la population africaine n'a pas accès à un système d'assainissement adéquat, ce qui soulève des questions cruciales pour la santé publique et l'environnement.

Pour le rôle qu'ils jouent, les médias ont été vivement encouragés à créer davantage de productions médiatiques de qualité sur l'assainissement pour informer les citoyens des pays cibles.

Par ailleurs, le point essentiel qui a été soulevé lors de ce webinaire à la suite des questions-réponses est le lien indéniable entre l'assainissement et la santé. A ce sujet, Madame Fian Roxane a souligné que l'assainissement a un impact direct sur l'environnement et la santé publique, faisant de la promotion de l'assainissement une nécessité pour un monde plus propre et plus sain.

Rappelons que l'ONG Speak Up Africa, basée à Dakar œuvre depuis trois ans dans le domaine de l'assainissement et a déjà atteint 60% de ses objectifs sur le continent africain. Elle s'efforce désormais d'atteindre les 40% restants. Elle est reconnue comme une plateforme de communication stratégique et de plaidoyer dédiée à catalyser le leadership africain, à favoriser les changements de politiques.

Ce webinaire, organisé par le REMAPSEN, s'inscrit dans le cadre des activités du réseau. Le prochain est prévu pour le 27 septembre 2023, avec pour thème « La Problématique de la Fistule Obstétricale en Afrique ».

Megan Valère SOSSOU

Innovation en santé au Bénin : Des tables chauffantes pour nouveau-né, conçues par Elisée FADE

Le Bénin est le berceau de talents exceptionnels en matière d'innovation en santé. Après la renommée de Bertin Nahum, un nouvel éclat brille sur la scène de l'innovation médicale grâce au jeune prodige, Elisée FADE. Sa réalisation est tout simplement révolutionnaire. La toute première table chauffante pour bébé voit le jour au Bénin.



Table Chauffante Bébé/ Elisée FADE

La prise en charge sanitaire du nouveau-né englobe un ensemble de mesures visant à assurer la santé et le bien-être d'un bébé dès sa naissance. Ce qui nécessite une évaluation des signes

vitales tels que la fréquence cardiaque, la respiration, la saturation en oxygène et la température corporelle du nouveau-né. S'agissant de la température corporelle, elle est très vitale pour le bébé dès les premières minutes de sa naissance, et une hypothermie peut malheureusement lui être fatale. Les formations sanitaires notamment les maternités devraient donc disposer des équipements médicaux capables de combler une éventuelle hypothermie chez le nouveau-né. Curieusement, selon plusieurs sources, très peu de maternités en Afrique disposent des équipements médicaux capables de répondre à ce besoin.

Ce constat malheureux n'a pas laissé le jeune Béninois, Elisée Fadé, indifférent. Le technicien en électricité, maintenance industrielle et biomédicale est le promoteur de la structure UP ELEC, spécialisée dans la fabrication des équipements médicaux. Le natif de Agoua-Bantè, passionné de la recherche et de l'innovation dans les équipements médicaux a eu la salvatrice idée de concevoir une table chauffante pour nouveau-né. Cet équipement médical destiné aux maternités publiques et privées permet de maintenir une température et une atmosphère idéale pour le nouveau-né. Avec cette table chauffante, les maternités béninoises peuvent désormais pousser un ouf de soulagement.

En effet, à en croire Elisée Fadé, il y a des bébés qui naissent prématurés ou présentant des troubles intrapartum, de faibles poids, avec des problèmes d'homéostasie thermique ou de thermorégulation qui ne leur permettent pas de maintenir un équilibre thermique. Elle est largement utilisée chez les patients avec une basse température en dessous de la normale ou qui ont été exposés de manière prolongée à des températures très basses.

Un dispositif nécessaire et commode à l'utilisation

Et quant au mode d'utilisation de la table chauffante, les potentiels acquéreurs n'ont aucun souci à se faire, rassure l'inventeur. « L'utilisation, l'entretien ou la maintenance de

la table chauffante est très facile », a rassuré Elisée Fadé. « Elle est démontable et essentiellement composée de la partie chauffante comportant la source chauffante, la partie du lit formée de quatre pieds et quatre parois latérales comportant le matelas et la partie électrique-électronique, le tout assemblé par un support fixé sur la paroi latérale arrière permettant de maintenir la source chauffante en parallèle avec le lit à une hauteur de 80cm », a-t-il clarifié.











A l'en croire, plusieurs centres de santé aussi bien au Bénin qu'au Togo font déjà la belle expérience de la table chauffante. « Il y a des centres de santé qui l'ont déjà achetée, expérimentée et approuvée », a-t-il déclaré. Mais le souhait du jeune promoteur est de voir tous les hôpitaux et cliniques du Bénin adopter cet appareil dont la nécessité n'est plus à démontrer.

« Nous lançons surtout un appel aux hôpitaux et cliniques du Bénin, à l'endroit des structures de certification des équipements médicaux (ANM), à l'Agence Béninoise de Régulation Pharmaceutique (ABRP), à la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé (PSSP), à l'Association des Cliniques Privées du Benin

(ACPB), au Conseil National de la Médecine Hospitalière (CNMH), au Conseil National des soins de santé primaires (CNSSP), à la Direction Générale de la Médecine Hospitalière et des explorations Diagnostiques (DGMHED), à l'Autorité de Régulation du Secteur de la Santé (ARS) et enfin à l'endroit du Ministère de la santé du Bénin, afin que cette table chauffante bébé made in Afrika soit certifiée et adoptée dans tous les centres de santé publics et privés sur toute l'étendue du territoire national et hors de nos frontières», a laissé entendre le jeune promoteur.

Si le gouvernement du président Patrice Talon fait des efforts remarquables pour l'amélioration du secteur sanitaire et pour la promotion des startups au Bénin, le jeune Elisée Fadé n'a jusque-là bénéficié d'aucun accompagnement de l'État. Il est donc souhaitable que le gouvernement accompagne cette "jeune pousse" dans la promotion de cette noble innovation, afin que de façon massive, tous les centres de santé du Bénin puissent adopter la table chauffante bébé made in Afrika qui est déjà sous brevet d'invention et dont l'importance n'est plus à démontrer.

Faut-il le préciser, la structure UP Elec est basée à Djougou et dispose d'une annexe à Hêvié à Cotonou. La startup est joignable au numéro de téléphone : (+229) 90 55 27 51 (WhatsApp) et par mail : info.upelec@gmail.com.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Accès humanitaire et accès

des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, pas sans la complicité des communautés

Dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, l'accès humanitaire et l'accès des communautés aux services essentiels revêtent une importance capitale.



Accès Humanitaire

L'accès humanitaire revêt une signification cruciale, faisant référence à la capacité des organismes humanitaires, tels que les agences des Nations Unies et les ONG, à atteindre et à fournir une aide d'urgence aux populations touchées par des crises humanitaires, Ils comprennent les conflits armés, les attaques extrémistes et les situations de violence. Cet accès humanitaire implique souvent de pénétrer dans des zones

dangereuses ou instables pour acheminer des secours vitaux, tels que des vivres, de l'eau potable et des soins médicaux.

Accès des communautés aux services de base : Ce concept revêt une importance cruciale pour les populations locales, en particulier dans les régions affectées par l'extrémisme violent, car il concerne leur capacité à accéder aux services de base nécessaires pour survivre et se reconstruire. Ces services de base englobent des éléments tels que les soins de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et le logement. Lorsque les communautés ont un accès limité à ces services en raison de la violence et des conflits, cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur leur bien-être et leur résilience.

Dans les contextes de violence extrémiste, notamment les conflits armés et les attaques terroristes, l'accès humanitaire peut être entravé par divers obstacles tels que les zones restreintes, les opérations de groupes extrémistes hostiles et des conditions de sécurité instables. Cette situation rend souvent difficile pour les acteurs humanitaires de parvenir aux populations dans le besoin. En conséquence, les communautés peuvent être privées d'un accès adéquat aux services essentiels, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité face à la violence et à l'extrémisme.

Il est impératif de souligner que l'accès humanitaire et l'accès aux services de base sont étroitement interconnectés dans ces contextes, car l'un dépend souvent de l'autre. Les efforts visant à faciliter l'accès humanitaire contribuent à garantir que les communautés touchées par l'extrémisme violent ont accès aux services essentiels nécessaires à leur survie et à leur résilience face à cette menace persistante. Mais la coproduction de la sécurité ou la complicité des communautés doit beaucoup compter.

Coproduction de la sécurité et accès humanitaire et accès des

communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent

Selon une récente enquête de l'Institut d'études de sécurité (ISS), les attaques terroristes au nord du Bénin attribuées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ne représentent qu'une partie visible de l'extrémisme violent dans la région. L'étude révèle que ces groupes ont exploité des activités illicites préexistantes, notamment la contrebande de carburant, le trafic de drogue et la chasse illégale, en nouant des alliances avec des acteurs impliqués dans ces activités pour assurer leur soutien financier et logistique.



Ils ont capitalisé sur les ressentiments des participants, des communautés à ces activités pour préserver leurs intérêts socio-économiques en facilitant leur réseautage et la commercialisation des produits issus de ces trafics. Les

implications de ce rapport sont significatives en ce qui concerne la coproduction de la sécurité dans la région. Elles mettent en lumière comment les groupes terroristes comme le GSIM et l'EIGS ont exploité des activités illicites préexistantes pour renforcer leur capacité opérationnelle. Cette coopération opportuniste avec des acteurs impliqués dans des activités illégales montre comment l'extrémisme violent peut être alimenté par des intérêts économiques. De plus, la mobilisation des ressentiments des communautés engagées dans ces activités illicites souligne l'importance de comprendre les dynamiques locales et les facteurs socio-économiques dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la sécurité. « Il est essentiel de comprendre ces dynamiques de complicité pour élaborer des stratégies efficaces de prévention de l'extrémisme violent et pour garantir l'accès humanitaire et l'accès aux services de base en période de crise telle la coproduction de la sécurité » ont témoigné certaines communautés de Kérou, touchées par l'extrémisme violent en mai 2023. En mai 2019, le kidnapping de deux ressortissants français au Bénin et le meurtre de leur guide béninois ont entraîné une augmentation du niveau d'alerte en matière de sécurité dans les régions septentrionales du pays. Depuis lors, le Bénin est confronté à des attaques perpétrées par des groupes terroristes opérant dans la région sahélienne, cherchant à étendre leur influence vers les nations du Golfe de Guinée. Pour faire face à cette menace et sécuriser les frontières, les forces armées en complicité avec les communautés affectées ont lancé l'opération Mirador en début d'année 2022. Elle mobilise environ 3 000 soldats dans ces zones, dont certaines précédemment difficile d'accès, sont devenues aujourd'hui facile d'accès. « Cette condition facilite l'intervention, l'assistance humanitaire et sécuritaire pour les communautés affectées par l'armée, la Croix Rouge, IRI (International Republican Institute) et la coopération internationale en matière de services sociaux de base (eau, école, assainissement , santé. Etc ,) dans la région selon » a dit Théonas Comlan Moussou, coordonnateur

pays projet IRI de prévention de l'Extrémisme violent dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest . La coopération en matière de sécurité, garantissant un soutien humanitaire continu, répond aux besoins des communautés touchées par l'extrémisme violent, ce qui renforce leur résilience. Le colonel Tétédé Idjouola et Brian SHUKAN, ambassadeur des États-Unis au Bénin, ont témoigné de l'efficacité de cette collaboration sécuritaire lors de l'opération de sauvetage conjointe récemment lors de l'« Opération Mirador » à Cana, dans la commune de Zogbodomey, au centre du Bénin. La sécurité des travailleurs humanitaires et la coproduction sécuritaire sont vitales pour une assistance efficiente, selon les bénéficiaires de « l'Opération Mirador » à Cana.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Célébration de la journée internationale des primates : l'ODDB ONG sacrifie à la tradition

Chaque année, le 1er septembre est une date spéciale pour la communauté internationale, marquant la célébration de la Journée Internationale des Primates. Pour commémorer cet événement crucial, l'ODDB ONG a organisé une journée de visite inoubliable au Sanctuaire des Singes de Drabo Gbo le 10 septembre 2023.



Créé par Peter Neuenschwander, le Sanctuaire des Singes de Drabo Gbo est un site de conservation ex-situ unique en son genre, offrant aux visiteurs l'opportunité rare d'observer le singe à ventre roux à une distance incroyablement proche, à moins d'un mètre. Cette journée exceptionnelle a accueilli les premiers visiteurs dès 9h30 du matin, pour se clôturer aux alentours de 18h45, offrant une expérience immersive tout au long de la journée.



Au cours de la visite, le privilège est donné aux visiteurs de plonger dans l'histoire fascinante du sanctuaire, de comprendre l'importance cruciale d'un tel site de conservation, et d'en apprendre davantage sur la diversité et la répartition des primates au Bénin. Une attention particulière a été portée au singe à ventre roux, une espèce en danger critique d'extinction, dont la présence est limitée au Bénin, au Togo et au Nigeria, faisant de ces pays des abris essentiels pour cette espèce endémique.



Cette journée mémorable a attiré un public varié composé de Béninois, d'Américains et de Français. Au total, 35 visiteurs ont participé à cet événement organisé par l'Organisation pour le Développement Durable et la Biodiversité (ODDB ONG) en l'honneur de la Journée Internationale des Primates.



Pour Auriol Gansou, l'un des visiteurs à cette occasion, c'est un moment idéal d'apprendre davantage sur les efforts de conservation de l'ODDB ONG vis-à-vis des primates diurnes notamment le singe à ventre roux. Comme lui, de nombreux participants ont exprimé leur fascination pour cette expérience éducative unique, mettant en lumière l'importance de préserver ces espèces vulnérables.

Cette journée est une illustration vivante de l'engagement de l'ODDB ONG envers la biodiversité et la conservation. Elle n'a pas manqué de remercier tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réussite de cette journée exceptionnelle dédiée à la préservation des primates. La Journée Internationale des Primates 2023 a été donc célébrée en beauté au Sanctuaire des Singes de Drabo Gbo.

Megan Valère SOSSOU

Le Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA) 2023 s'ouvre aujourd'hui

Le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF) est sur le point d'accueillir la troisième édition du Marché des Innovations et Technologies Agricoles (MITA) du 12 au 15 septembre 2023 à la Salle de Conférence de Ouaga 2000.



MITA

MARCHÉ DES INNOVATIONS ET TECHNOLOGIES AGRICOLES (MITA)
Forum & Exposition
Salle des congrès, Ouagadougou, Burkina Faso

NOTE CONCEPTUELLE

Thème : Facilitation de l'accès des technologies et innovations agricoles sensibles au genre et à la nutrition

DATE : DU 12 AU 15 SEPTEMBRE 2023

Sous le haut patronage du:
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Pays invité d'honneur : Mali
Organisation invitée d'honneur : ARAA &/or IITA



Cet événement d'envergure, sous le haut patronage du Prof. Adjima Thiombiano, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Burkina Faso, s'annonce comme

un rendez-vous incontournable pour mettre en avant les innovations et les avancées technologiques issues de la recherche, tant publique que privée, en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le thème de cette troisième édition, « Facilitation de l'accès des technologies et innovations agricoles sensibles au genre et à la nutrition », reflète l'engagement du CORAF et de ses partenaires à promouvoir des innovations agricoles sensibles au genre et à la nutrition, répondant aux besoins de tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole, de la production à la transformation, en passant par la mécanisation.

Cette édition du MITA s'inscrit dans la continuité de la précédente qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, en 2022. Le CORAF, à travers des initiatives telles que CAADP-XP4, PRSA/FSRP (Programme de Résilience du Système Alimentaire) et AICCRA, vise à renforcer l'accès et la diffusion des technologies agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le MITA 2023 offre un cadre privilégié pour l'échange d'informations technologiques et d'innovations au profit du public et des professionnels agricoles, avec des sessions B to B et des forums. Il représente donc une opportunité unique pour mettre en avant des innovations et des technologies éprouvées capables de transformer l'agriculture et de contribuer à une plus grande sécurité alimentaire.

Le MITA 2023 réunira un large éventail de participants, notamment des ministères de l'agriculture, des organismes régionaux, des instituts de recherche, des universités, des acteurs du secteur privé, des organisations non gouvernementales, des associations agricoles, des investisseurs potentiels, et bien d'autres.

Dr. Abdou TENKOUANO, Directeur Exécutif du CORAF, souligne l'importance de cette édition en mettant en avant les technologies sensibles au genre et à la nutrition. Il explique que ces technologies ont le potentiel de révolutionner

l'agriculture tout en prenant en compte la dimension genre et la nutrition, contribuant ainsi à une plus grande sécurité alimentaire.

Dans les jours à venir, les participants auront l'occasion de découvrir des technologies agricoles de pointe, de participer à des discussions approfondies et d'assister à la soirée de gala des innovateurs agricoles où l'excellence sera récompensée.

Les résultats attendus de cette édition contribueront à renforcer l'engagement en faveur de la recherche agricole et de la mise à l'échelle des technologies climato-intelligentes et sensibles au genre et à la nutrition, ouvrant ainsi la voie à une agriculture plus inclusive et plus résiliente en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Megan Valère SOSSOU

Dégradation des terres en Afrique: l'agriculture de conservation comme bouclier

L'Afrique, qui détient 60% des terres non cultivées dans le monde, se trouve confrontée à une réalité alarmante. Selon les données de Fara Africa, 65% de ces terres sont déjà dégradées, entravant ainsi la productivité agricole. Les chiffres de la Banque mondiale révèlent une statistique particulièrement préoccupante : chaque année, 50 millions de couches arables du sol disparaissent en raison de l'érosion en Afrique.



Cette constatation met en évidence la disparition progressive et totale de la fertilité des terres agricoles sur le continent africain. Malgré les efforts déployés par les organisations non gouvernementales et les gouvernements, la dégradation des terres agricoles persiste de manière critique. De nombreuses tentatives de solutions ont échoué en raison des exigences du marché de la consommation.

L'une des solutions les plus appropriées pour lutter contre ce phénomène est l'agriculture de conservation. Elle repose sur trois principes fondamentaux : la réduction du travail du sol, la couverture du sol et la rotation diversifiée des cultures. Selon le directeur de recherche en agronomie systémique au centre INRAE Occitanie-Toulouse, ces trois piliers sont essentiels pour faire de l'agriculture de conservation un moyen efficace de préserver la fertilité des sols.

Ces trois piliers clés de l'agriculture de conservation offrent des méthodes pratiques et avantageuses pour contrer la

crise liée à la dégradation des terres arables. Tout d'abord, le premier principe de cette agriculture, qui consiste à réduire ou à abandonner le travail du sol, nécessite une pause temporaire de la production agricole sur les terres. Les agriculteurs peuvent ainsi préparer leurs terres en laissant certaines parcelles en jachère pendant un certain temps avant de reprendre la production.

Le deuxième principe, la couverture du sol, implique l'utilisation de débris végétaux issus des récoltes pour recouvrir le sol. Au lieu de brûler ou de jeter ces résidus végétaux, ils servent de couverture, favorisant ainsi la production et la restitution de biomasse précieuse perdue au cours de la croissance végétale. Ces plantes de couverture se décomposent naturellement pour enrichir le sol, le préservant ainsi de la surexploitation.

La troisième méthode, la rotation des cultures, implique la diversification des cultures sur une même parcelle, soit d'une saison à l'autre, soit d'une année à l'autre. Cette approche oblige les agriculteurs à varier leurs cultures. Étant donné que différentes plantes ont des besoins nutritifs distincts, le choix des semences doit être sélectif et organisé. Certaines plantes prélèvent davantage d'azote, de magnésium, et de calcium du sol, tandis que d'autres les utilisent pour produire plus, compensant ainsi la quantité prélevée.

Il existe une multitude de plantes aux fonctions fertilisantes, telles que la consoude et le pissenlit, riches en potasse, azote, phosphore et calcium. L'achillée millefeuille, riche en potasse et soufre, ainsi que la camomille, riche en calcium, sont d'autres exemples. Ces plantes contribuent à la fertilisation des sols et à la prévention de leur acidification.

L'agriculture de conservation constitue l'une des nombreuses techniques visant à conserver la fertilité des sols pour les générations futures. Au-delà de ces méthodes de conservation,

les acteurs du secteur agricole doivent également éviter des pratiques nuisibles à la protection des terres, telles que l'utilisation de glyphosates, désormais reconnue comme une menace majeure pour l'écosystème. De même, les feux de brousse, utilisés comme moyen de nettoyage et de désherbage, perturbent également la fertilité des sols.

Il est impératif que l'Afrique adopte des pratiques agricoles durables pour préserver ses terres agricoles et assurer la sécurité alimentaire à long terme. L'agriculture de conservation offre un espoir dans cette lutte cruciale pour l'appauvrissement des terres, et son adoption généralisée est une étape nécessaire pour garantir un avenir prospère pour le continent.

Germain ALOZE (Stg)

Sommet Africain sur le Climat : Les chefs religieux formulent six demandes

Les chefs religieux ont condamné l'inaction des responsables de la crise climatique et reproché aux pays du Nord d'avoir détourné le sommet africain sur le climat.



L-R Sujarta Kotamraju, Chediël Elinaza, Sheikh Ibrahim, Lethome, Fr Charles Chilufy et Bishop Hassa Kukah
Dans une déclaration lue à l'historique Ufungamano House de Nairobi, en marge du sommet africain sur le climat, des représentants des communautés hindoues, musulmanes et chrétiennes de diverses confessions ont déclaré que l'événement ignorait les voix les plus cruciales dans les efforts déployés pour faire face à la crise climatique.

Ils ont formulé six demandes. Concernant le financement de la lutte contre le changement climatique, ils ont déclaré « Nous sommes conscients du fait que le continent africain n'a pas bénéficié d'un soutien financier adéquat malgré les efforts et les engagements des pays développés en ce sens. Le sommet africain sur le climat est l'occasion pour les pays développés, qui ont le plus contribué à la crise climatique, d'aller au-delà de la rhétorique et de fournir le financement attendu depuis longtemps.

Les dirigeants ont demandé des fonds pour indemniser les victimes de pertes et de dommages, ajoutant que le continent s'attendait « aux effets néfastes les plus graves du changement climatique induit par l'homme, par rapport à la plupart des autres régions du monde, en raison d'une capacité d'adaptation relativement faible ».

Ils ont appelé à l'opérationnalisation, « y compris la capitalisation par les pays riches, du fonds de pertes et dommages pour offrir une aide aux pays du Sud par l'octroi de subventions ».

D'autres étaient « Les jeunes et les emplois verts », en reconnaissance de la croissance démographique. « Nous appelons les dirigeants africains à adopter un plan d'action avec des mesures politiques et réglementaires solides nécessaires pour que les pays africains mettent en œuvre et soutiennent la croissance d'économies vertes inclusives qui peuvent fournir des emplois aux jeunes ». D'autres demandes concernaient le soutien à la recherche et à l'innovation pour promouvoir une diversification et une croissance économiques plus vertes, des stratégies qui facilitent le développement de solutions financières, entre autres. La quatrième demande concernait l'adaptation au climat, avec un appel à la Semaine africaine du climat pour « avoir des plans de mise en œuvre clairs sur le renforcement des actions d'adaptation et de résilience contre les conséquences de la crise climatique comme l'un de ses principaux résultats ».



Jessica Mwali

Les chefs religieux ont abordé la question de l'élimination progressive des combustibles fossiles et du soutien à l'accès aux énergies renouvelables, ainsi que l'agriculture, la sécurité alimentaire et la souveraineté.

« En tant que gardiens de la sagesse spirituelle et de l'orientation morale, nous sommes découragés par la façon dont les actions visant à lutter contre le changement climatique ne sont pas à la hauteur de l'ambition urgente requise. Les valeurs d'intendance, d'empathie, de justice, d'équité et de solidarité inscrites dans nos traditions religieuses doivent guider chaque décision et action prises lors du Sommet et de la Semaine africains du climat », peut-on lire en partie dans la déclaration.

S'exprimant après avoir lu la déclaration hier, Sheikh Ibrahim Lethome, du Conseil religieux islamique, a déclaré que les jeunes étaient essentiels à la réalisation d'actions dans le

domaine de l'agriculture et dans d'autres secteurs. Il a insisté sur la nécessité de faire entendre la voix des chefs religieux dans les discussions sur le changement climatique, en tant que guide moral pour le reste du monde, afin de restaurer le bien-être de notre mère la Terre.

« Je n'ai jamais vu quelqu'un acheter une voiture et l'utiliser d'une manière qui n'est pas indiquée dans le manuel d'utilisation. Je n'ai jamais vu personne ajouter du porridge, du thé noir ou du soda dans un réservoir de carburant. La religion est un atout pour la reconquête de notre environnement. Dieu a créé ce qui est bon pour nous, et nous devons suivre le mode d'emploi. Notre espoir réside dans le retour au manuel d'utilisation. Nous devons guider les hommes politiques. Ce n'est jamais la charrette qui mène le cheval », a-t-il déclaré.

L'ecclésiastique a demandé aux dirigeants africains de défendre les intérêts du continent lors du sommet, qui a été condamné pour avoir exclu de nombreuses personnes et ressemblé à des amphithéâtres.

L'évêque tanzanien Chediël Elinaza Sendoro a appelé à la récupération de la place de la foi pour assurer le bien-être de la société, et a encouragé les jeunes à maintenir le cap dans la lutte contre la crise climatique.

L'évêque Hassan Kukah, du Nigeria, a demandé aux jeunes de « décider du type de siège qu'ils souhaitent occuper à la table des décisions » et a appelé à la responsabilité personnelle pour mener à bien l'action climatique.

« Alors que nous attribuons à Dieu et aux gouvernements le blâme et la responsabilité de la crise climatique, nous devons également nous rappeler de regarder vers l'intérieur et de nous attaquer résolument à la corruption, au niveau local, même si nous la combattons au niveau international », a-t-il déclaré.

L'ecclésiastique a ajouté que la conversation sur le climat devait commencer au niveau local et aller au-delà de la publication de déclarations. « Les jeunes sont bien mieux

équipés. Ils peuvent emprunter nos voix alors que nous cherchons à utiliser leur énergie », a-t-il déclaré.

Sujarta Kotamraju, du Conseil religieux hindou, a déclaré que tous les livres saints recommandaient la protection de l'environnement. « Avant le plastique, nous survivions. Aujourd'hui, il abîme les animaux dans les parcs, les chutes d'eau, les océans et toutes les créations qui s'y trouvent », a-t-elle déclaré, se réjouissant de la décision des participants à la réunion de demander à l'hôtel de leur servir de l'eau dans des verres plutôt que dans des bouteilles en plastique.

Sujarta Kotamraju, du Conseil religieux hindou, a déclaré que tous les livres saints ordonnaient la protection de l'environnement. « Avant le plastique, nous survivions. Aujourd'hui, il abîme les animaux dans les parcs, les chutes d'eau, les océans et toutes les créations qui s'y trouvent », a-t-elle déclaré, se réjouissant de la décision des participants à la réunion de demander à l'hôtel de leur servir de l'eau dans des verres plutôt que dans des bouteilles en plastique.



Matobu

Mme Kotamraju a exhorté les jeunes à utiliser leur énergie et leur agilité pour exiger de leurs dirigeants qu'ils fassent preuve de justice climatique, tout en se faisant les champions

du bien-être dans leur environnement. « Si vous prenez soin de l'environnement, il prendra soin de vous », a-t-elle déclaré. Charles Chilufya, un religieux zambien, a exhorté les Africains à veiller à ce que l'action climatique soit menée au niveau local. « L'augmentation du financement de la lutte contre le changement climatique est importante, mais ne doit pas être le seul objectif. Des vies sont en danger. Nous devons respecter davantage la dignité humaine et celle des autres créations, et faire preuve de compassion pour stimuler l'action », a-t-il déclaré.

Jessica Mwali, une jeune Zambienne, a demandé aux chefs religieux de faire en sorte que l'Afrique soit reconnue comme un cas à part, afin de mettre un terme à l'idée que le continent se voit prêter de l'argent pour relever les défis du changement climatique. « L'argent devrait être versé à l'Afrique sous la forme de subventions, et non de prêts », a-t-elle déclaré.

Un religieux ougandais nommé Matobu a demandé aux participants d'être de bons intendants des créations de Dieu. « Tout comme les humains, les arbres pleurent et l'environnement est également fatigué. Nous devons intégrer des enseignements qui encouragent à traiter la création de Dieu comme il l'a ordonné », a-t-il déclaré.

Il a appelé les jeunes à s'exprimer haut et fort sur les questions climatiques et à s'emparer de l'espace qui leur revient pour proposer des solutions. « Nous n'avons pas besoin du soutien de l'Occident pour apprendre à nos concitoyens à bien traiter l'environnement », a-t-il déclaré.

À la fin de la réunion, Sheikh Lethome a donné aux participants des pistes de réflexion : « Nous ne pouvons pas aller au paradis sans préparer une meilleure place sur terre. Vous devez traiter l'environnement correctement pour mériter votre place au paradis ».

Agenda Climatique: Le Ministre Kenyan de l'Environnement compte sur l'engagement du groupe des négociateurs africains sur le changement climatique

Le secrétaire du Cabinet kenyan chargé de l'environnement, du changement climatique et des forêts est convaincu d'une chose, le Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement Climatique est indispensable pour la lutte contre les effets des changements climatiques en Afrique. Soipan Tuya, a la certitude, que le Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement Climatique (GNACC) va renforcer son rôle d'organe consultatif technique auprès des décideurs politiques concernant les processus multilatéraux sur le changement climatique.



Le Président du Groupe des Négociateurs Africains S'exprimant, lorsqu'elle s'est adressée aux principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs Africains à Nairobi, au Kenya, avant le Sommet africain sur le climat (ACS), l'honneur est revenu à Madame Tuya, de mettre l'accent sur l'importance du groupe dans tous les processus climatiques en cours à tous les niveaux. De ce fait, Soipan Tuya, le secrétaire du Cabinet kenyan chargé de l'environnement, du changement climatique et des forêts, a encouragé ce dernier à rester déterminé dans son travail et à veiller à ce que l'Afrique tire le meilleur parti des processus multilatéraux sur le climat.

De Friday Phiri

En appréciant la présence de Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement Climatique à Nairobi, le secrétaire du Cabinet kenyan chargé de l'environnement, du changement climatique et des forêts, Soipan Tuya a déclaré, «Il est gratifiant de constater que vous avez choisi de tenir votre réunion à Nairobi afin d'être disponible pour soutenir le Sommet africain sur le climat », «En tant que Groupe, vous

êtes le début et à la fin dans ces processus. Nous apprécions votre expertise technique et votre travail dans les processus multilatéraux sur le climat. Votre rôle au sein du Comité des Chefs d'Etats et de Gouvernements Africains sur les Changements Climatiques (CAHOSCC) et tout le soutien solide que vous nous apportez en tant que décideurs politiques sont vitaux et ne peuvent être sous-estimés».

L'ACS, qui sera co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde ». La réunion est envisagée pour garantir que la voix de l'Afrique soit renforcée à l'échelle mondiale et intégrée dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), sans oublier, entre autres, les processus du G7/G20 et la COP 28. Le sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4-8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap et d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement; les organisations intergouvernementales; secteur privé; le milieu universitaire; les organisations de la société civile; les femmes et les jeunes pour concevoir et catalyser des actions et des solutions pour le changement climatique en Afrique en fournissant une plate-forme de discussions sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

« En tant qu'Africains, nous reconnaissons l'importance de tous les processus en cours, mais nous sommes à un point où nous devons chercher des moyens supplémentaires de nous

soutenir pour répondre aux aspirations économiques souhaitées dans le contexte de la crise climatique. Nous devons intensifier nos actions et repenser notre réflexion sur la manière de relever ce défi auquel nous sommes confrontés », a fait observer Madame Tuya. Cette dernière a précisé que le sommet n'avait pas pour objectif de remplacer les processus multilatéraux en cours sur le climat, mais plutôt de renforcer la participation de l'Afrique en tant qu'acteur clé et de montrer que malgré la vulnérabilité du continent aux impacts du changement climatique, il existe d'immenses opportunités d'investissement et de croissance que le monde doit reconnaître.

« Nous contribuons très peu mais sommes les plus touchés. Cependant, le sommet est là pour montrer que malgré notre vulnérabilité, nous disposons d'immenses opportunités d'investissement et de croissance que le monde doit reconnaître. Le sommet n'est pas là pour remplacer le Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement Climatique ou tout autre processus multilatéral sur le climat. Le sommet ne peut pas avoir lieu sans cette institution, car elle est essentiel dans les processus climatiques. Soyez assuré de votre rôle et de votre expertise continus dans ces processus », a conclu Madame Tuya.

Et le président du Groupe des Négociateurs Africains, Ephraim Mwepya Shitima, a promis le soutien indéfectible de son groupe au sommet et aux résultats attendus, au moment où le groupe se prépare pour la COP28. « Nous restons à votre disposition en tant qu'experts; nous restons attachés à la cause de l'Afrique dans ces processus », a déclaré Monsieur Shitima.



Une Vue d'ensemble

Les attentes primordiales du sommet

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Pendant ce temps, le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en obtenant un financement climatique adapté aux besoins de l'Afrique en vue de réaliser ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20% de la capacité totale de production d'électricité installée en Afrique. Ainsi, l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux

batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes de d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur incontournable de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité pour l'Afrique de changer de stratégie dans la lutte contre le changement climatique en optant pour un programme de croissance exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique.

CIA Consulting Group annonce une augmentation de capital de 40 Millions FCFA pour financer la création de Nouveaux Moulins d'Afrique

La Société de Coopération pour l'Investissement en Afrique (CIA Consulting Group) ouvre le capital de création de l'Usine NOUVEAUX MOULINS D'AFRIQUE pour la production de la farine panifiable à base de manioc. Achetez vos parts sociales aujourd'hui et faites partie des propriétaires de l'Usine NOUVEAUX MOULINS D'AFRIQUE. Renseignez-vous au +229 40 47 00 07 41 28 84 87 Email: ciaconsultinggroup@gmail.com

**SOCIETE DE COOPERATION POUR L'INVESTISSEMENT
EN AFRIQUE**

AUGMENTATION DE CAPITAL

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE :

170 Parts Sociales

**POUR L'INSTALLATION DE L'USINE
NOUVEAUX MOULINS D'AFRIQUE**



SOUSCRIPTION :
du 31 août au 30 septembre 2023

Adresse : Porto-Novo (République du Bénin),
Boulevard Djassin, Beurivage, 01BP 3940 Porto-Novo 01 – Bénin.
Téléphone : + 229 40470007 ; Fax : + 229 41288487
E-mail : ciaconsultingroup@gmail.com

En
ef
fe
t,
la
CI
A
GR
OU
P,
so
ci
ét
é
mu
lt
is
er
vi
ce
s
op
ér
an
t
da
ns
le
s
se
ct
eu
rs
de
l'
AG
RI

CU
LT
UR
E
et
de
l'
IM
MO
BI
LI
ER
-
CO
NS
TR
UC
TI
ON
,
a
ré
ce
mm
en
t
pr
is
un
e
dé
ci
si
on
si
gn
if

ic
at
iv
e
lo
rs
de
l'
As
se
mb
lé
e
gé
né
ra
le
du
3
Ao
ût
20
23
.
Le
s
As
so
ci
és
on
t
au
to
ri
sé
un

e
au
gm
en
ta
ti
on
de
ca
pi
ta
l
so
ci
al
de
40
00
0
00
0
FC
FA
en
nu
mé
ra
ir
e
po
ur
so
ut
en
ir
la
cr

éa
ti
on
de
l'
us
in
e
NO
UV
EA
UX
MO
UL
IN
S
D'
AF
RI
QU
E
et
st
im
ul
er
le
dé
ve
lo
pp
em
en
t
de
se
s

Augmentation de capital pour stimuler le développement

Cette augmentation de capital, réalisée par Appel Public à l'Investissement, consiste en l'émission de 170 nouvelles Parts Sociales dématérialisées de catégorie B à droit de vote simple. Chacune de ces Parts Sociales a une valeur nominale de 100 000 FCFA, pour un montant total de 17 000 000 FCFA.

Les Associés, conscients de l'importance de cette étape, ont fixé le prix de l'offre à 125 000 FCFA par action nouvelle. Le maintien du Droit Préférentiel de Souscription (DPS) à titre irréductible est également assuré au profit des anciens Associés.

Création de nouveaux Moulins d'Afrique pour réaliser des objectifs ambitieux

L'objectif principal de cette augmentation de capital est de créer l'usine NOUVEAUX MOULINS D'AFRIQUE et de soutenir le développement de son activité. Les investissements nécessaires pour atteindre ces objectifs ont conduit à la fixation du prix de l'offre en fonction de la croissance globale de la CIA GROUP.

La CIA GROUP, en tant que chef de file de cette opération, invite toutes les personnes physiques et morales intéressées à contacter la société pour obtenir des informations complémentaires.

Cette augmentation de capital, conforme à la législation en vigueur dans l'espace UEMOA, renforce la CIA GROUP dans sa quête de développement et de croissance économique.

Bertin Nahum, le génie africain qui révolutionne la chirurgie avec son Dernier Robot, Epione

Dans le monde de la médecine et de la technologie, le nom de Bertin Nahum résonne comme une symphonie d'innovation et de dévouement à améliorer la vie des patients. Originaire du Bénin et né à Dakar, Nahum a conquis le monde avec sa dernière création, le robot Epione, une merveille de précision médicale qui révolutionne la manière dont les chirurgiens abordent le cancer du foie.



Cet entrepreneur visionnaire est déjà célèbre pour avoir donné naissance à Rosa, un robot qui a transformé la chirurgie du cerveau en un domaine d'excellence. Mais Nahum n'a pas marqué une pause dans sa quête pour repousser les limites de la médecine. Cette année, il a une fois de plus ébloui le monde avec Epione, un robot qui promet de changer la donne dans la lutte contre le cancer du foie.

Medtech SAS, la société fondée par Nahum en 2002, a été le laboratoire de ses rêves et le berceau de ces créations révolutionnaires. Dans son esprit, les robots sont bien plus que de simples machines ; ce sont des alliés précieux des chirurgiens, les aidant à accomplir leurs tâches avec une efficacité et une précision exceptionnelles.

L'aventure de Nahum dans le domaine des robots chirurgicaux a débuté avec BRIGIT™, un dispositif qui a changé la donne en chirurgie orthopédique. BRIGIT™ a offert aux médecins un soutien mécanique inestimable pour effectuer des coupes osseuses précises. Son innovation n'est pas passée inaperçue, car Zimmer Inc, le géant mondial de la chirurgie orthopédique,

a rapidement reconnu son potentiel et a acquis les brevets de Medtech en 2006.

Mais Nahum n'a pas arrêté sa quête de perfectionnement là. En 2010, il a donné naissance à ROSA™, un robot révolutionnaire doté d'un bras robotisé qui assiste les chirurgiens dans les opérations cérébrales délicates. ROSA™ est devenu synonyme de convivialité et de précision, et il est aujourd'hui utilisé dans des hôpitaux du monde entier pour la chirurgie du cerveau.

Avec Epione, Nahum prouve une fois de plus qu'il est un génie africain de la science. Ce robot innovant permet aux chirurgiens de cibler avec une précision extrême les cancers du foie, offrant ainsi de nouvelles perspectives de traitement pour les patients du monde entier. Son dévouement à l'innovation médicale ne connaît pas de limites, et il continue d'inspirer la prochaine génération de scientifiques africains.

Le monde peut à juste titre s'incliner devant Bertin Nahum, un véritable Afrogenius de la science, dont les créations changent la vie et apportent de l'espoir là où il n'y en avait que peu. Son parcours est un rappel poignant que l'excellence n'a pas de frontières et que les esprits brillants peuvent naître de n'importe où pour apporter des changements durables dans le monde.

Megan Valère SOSSOU

Sites du Patrimoine Mondial

de l'UNESCO : Trésors inattendus de biodiversité dans le monde

Une récente étude conjointe de l'UNESCO (l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) et de l'**UICN** (l'Union internationale pour la conservation de la nature) a révélé un fait saisissant : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui couvrent à peine 1% de la surface terrestre, hébergent plus de 20% de toutes les espèces connues sur notre planète.



Cette découverte renforce l'importance cruciale de la préservation de ces « points chauds » de la biodiversité pour atteindre les objectifs du Cadre Mondial pour la Biodiversité Kunming-Montréal (CMB).

Au cœur de cette révélation réside un message clair : les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, qui comptent actuellement 1 157 sites à travers le monde, ne sont pas

simplement des trésors du patrimoine culturel et historique. Ce sont aussi des havres de vie exceptionnels, qui jouent un rôle vital dans la conservation de la diversité biologique de la Terre, dans le maintien des services écosystémiques essentiels et dans la lutte contre le changement climatique.

Selon Audrey Azoulay, la Directrice générale de l'UNESCO, « Cette étude témoigne de l'importance des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO pour la protection de la biodiversité. Ces 1 157 sites ne sont pas seulement exceptionnels sur les plans historique et culturel, ils sont également essentiels à la préservation de la diversité de la vie sur Terre, au maintien des services écosystémiques vitaux et à la lutte contre le dérèglement climatique. »

Parmi les 20% de la richesse mondiale en espèces cartographiées, on compte plus de 75 000 espèces de plantes, y compris des arbres majestueux qui sont les gardiens de nos forêts ancestrales. De plus, ces sites hébergent plus de 30 000 espèces de mammifères, d'oiseaux, de poissons, de reptiles et d'amphibiens, formant ainsi une mosaïque incroyable de vie sur Terre.

Cette étude souligne l'importance capitale des Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO dans la préservation de la biodiversité mondiale. Ces sites offrent un refuge essentiel à de nombreuses espèces menacées d'extinction, et leur préservation est un impératif si l'on veut inverser la tendance alarmante de la perte de biodiversité que nous observons à l'échelle mondiale.

En réponse à ces découvertes, l'UNESCO appelle instamment les 195 États parties à la Convention du Patrimoine Mondial à intensifier leurs efforts de conservation pour ces sites exceptionnels. De plus, l'organisation encourage les nations à proposer l'inscription au Patrimoine Mondial d'autres zones cruciales pour la conservation de la biodiversité, afin d'élargir le réseau de protection de la nature dans le monde.

Les enjeux sont clairs : la préservation de ces joyaux de la biodiversité est non seulement une responsabilité collective, mais aussi une nécessité pour garantir un avenir durable à notre planète. Les Sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO sont bien plus que des monuments historiques ou culturels, ce sont des piliers fondamentaux de la vie sur Terre, méritant notre attention et notre engagement pour les générations futures. Leur protection n'est pas seulement une affaire d'histoire, mais aussi une affaire de survie pour la biodiversité mondiale et notre propre bien-être.

Megan Valère SOSSOU

L'AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE: UNE VOIE RESPONSABLE POUR PRESERVER LA PLANÈTE

L'agriculture demeure le secteur d'activité le plus sollicité à l'échelle mondiale, étant l'activité économique la plus cruciale, compte tenu des besoins alimentaires quotidiens de la population mondiale. Toutefois, de nombreux paramètres de production nécessitent une révision pour assurer la durabilité des terres agricoles et garantir la santé environnementale. L'une de ces mesures essentielles est l'adoption de l'agriculture écologique, respectueuse des normes environnementales et dédiée à la préservation de la santé de notre planète.



La modernisation de l'agriculture grâce à l'utilisation croissante de produits chimiques tels que les herbicides a entraîné une détérioration environnementale significative. Pour préserver l'intégrité environnementale, en particulier des terres agricoles en tant que patrimoine pour les générations futures, il est impératif de faire la transition vers une agriculture écologique. Contrairement à l'agriculture conventionnelle, l'agriculture écologique repose sur des méthodes naturelles et ne tolère pas l'utilisation de produits chimiques agricoles ou la déforestation pour des besoins agricoles.

Bertin Dègnon, un jeune entrepreneur engagé dans l'agriculture durable dans le Nord-Bénin, souligne que l'agriculture écologique protège la terre et exclut l'utilisation de produits chimiques et de désherbants. De plus, elle impose des exigences supplémentaires telles que la préservation d'un certain nombre de plantes sur chaque portion de terre cultivée.

Les acteurs engagés dans la protection de l'environnement,

notamment les agriculteurs conscients des dangers potentiels de l'agriculture chimique, voient dans l'agriculture écologique une solution à la crise environnementale et sanitaire imminente. Les produits chimiques agricoles présentent en effet un risque élevé pour la santé, avec des conséquences graves que nous ne pouvons ignorer, comme l'illustre le cas du glyphosate, reconnu par le Centre International de Recherche sur le Cancer de l'OMS en tant que substance probablement cancérigène pour l'Homme.

Au lieu d'utiliser des engrais chimiques, il est possible de recourir à des débris organiques et végétaux comme fertilisants pour les terres agricoles. Des engrais biologiques à base de matière fécale animale peuvent également être fabriqués. Des techniques avancées permettent aujourd'hui de créer des composés végétaux à partir de débris organiques et végétaux.

Il est impératif de mobiliser les organisations non gouvernementales, le gouvernement et tous les acteurs impliqués dans la protection de l'environnement pour rechercher des techniques modernes de production d'engrais biologiques. Ces techniques pourraient couvrir une grande partie de la production agricole, répondre aux besoins nationaux voire régionaux, et constituer une source de revenus. Actuellement, de nombreux agriculteurs se tournent vers les engrais chimiques par manque d'alternatives viables sur le marché.

Le pouvoir de l'information

Les agriculteurs ont besoin d'être informés des avantages de l'agriculture écologique et des dangers liés à l'usage excessif de produits chimiques. Il est crucial de mettre en place une politique de sensibilisation à long terme pour promouvoir un changement de mentalité. En Afrique, en particulier, où l'accent est souvent mis sur les gains économiques au détriment de la santé, cette sensibilisation

est essentielle. Si des mesures ne sont pas rapidement prises pour contrer l'agriculture chimique, les terres agricoles se dessècheront et perdront leur fertilité, posant ainsi un risque considérable pour les générations futures.

Germain ALOZE